TROISIEME ANNÉE — N° 74 LE NUMERO : 0 fr. 50 JEUDI 14 AVRIL 1938

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

LA LUTTE OUVRIÈRE

Rédaction-Administration - **15, passage Dubail** (54, Bd. Magenta) **Paris X^e^**

ABONNEMENTS

France : 1 an : **22 frs.** ; 6 mois **11 frs.** ; 3 mois **5 frs.**

Etranger : 1 an : **40 frs.** ; 6 mois **20 frs.** ; 3 mois **10 frs.**

Compte Chèque Postal : **Alfred BARDIN** : n° **1907-81 Paris**

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste)- Section Française de la 4^e^ Internationale

Contre le patronat rapace,
Daladier
et ses gardes mobiles

Réunion immédiate du Congrès des
COMITÉ DE GRÈVE DE LA MÉTALLURGIE

A bas les compromis de trahison !

UNE SEULE SOLUTION : CONTROLE OUVRIER

Ce que veulent les Métallurgistes

Mardi, 12 avril. — Lundi, le mouvement de grève s'est élargi. Pratiquement ,toute la grosse métallurgie de la région parisienne a cessé le travail, ce qui donne près de 150.000 grévistes, qui occupent les usines par roulement.

Toute la presse bourgeoise aboie, et exige des mesures de force. Bien entendu, toute la racaille staviscrate de **l'Œuvre**, de **l'Ere Nouvelle**, etc..., est aux côtés du fascisme pour hurler contre les « forces obscures », les « étrangers indésirables », etc...., C'est la vieille chanson réactionnaire, que claironnent les Mandel, Paul Reynaud, Sarraut revenus au pouvoir.

Mais les métallos ne se laisseront pas faire si facilement. La **direction du Syndicat**, et **la C.G.T.**, refusent de prendre la responsabilité de cette nouvelle occupation généralisée des usines. Cela ne les a pas empêché d'élargir leur mouvement.

La semaine dernière, les dirigeants du syndicat hurlaient aux provocations. Ils ont fait tout leur possible pour empêcher Renault d'entrer en lutte, pour isoler ceux de Citroën, qui comprenaient bien que le salut de leur mouvement était dans l'élargissement de la lutte.

Maintenant, Renault a débrayé unanimement. Notre parti a prouvé qu'il avait justement interprété la volonté des métallos.

Maintenant, les questions essentielles pour la grève sont : 1° son **programme**; 2° sa **défense**.

Le programme, d'abord. Actuellement, le mouvement est encore morcelé dans ses buts. Le syndicat ayant refusé de prendre la direction, des milliers d'ouvriers ne savent même pas pourquoi ils sont en lutte. Lundi, on a fabriqué en hâte les cahiers de revendications par usine.

Dans certaines boîtes on demande 1 franc de l'heure, dans d'autres 10 % d'augmentation. Ailleurs, on revendique la solidarité. Certaines boîtes sont directement lock-outées. Inutile de dire que ces conditions, voulues par les dirigeants officiels, ne facilitent pas la lutte pour une convention nouvelle.

D'autre part, les patrons s'abritent derrière les lois du Statut du travail, **votées et élaborées par le Front populaire**, pour refuser toute augmentation de salaire, exiger l'évacuation des usines, le vote secret pour la grève, etc...

D'autre part, il faut comprendre la nature particulière de ce mouvement. C'est une réaction contre les lock-out masqués, les licenciements, le chômage renaissant, les brimades, le sabotage de la production, la hausse des prix. Autrement dit c'est un mouvement qui oppose au **lock-out** larvé de la bourgeoisie, la nécessité du **contrôle ouvrier.**

C'est ce qu'expliquent les tracts diffusés par notre parti, notamment celui que nous reproduisons dans ce numéro.

Sans cohésion, sans mots d'ordre centraux, les occupations seront divisées par l'adversaire. Le vote secret, anti-démocratique, jouera contre les militants. Les agents du P.S.F. et de Doriot sèmeront la démoralisation, pendant que Daladier et sa police menaceront...

Voilà pourquoi il faut convoquer sans tarder un **Congrès inter-usines**, avec des députés élus par les ouvriers, et se réunissant en Comité permanent, qui discuteront d'urgence sur les objectifs de la grève.

Il faut que ce Congrès fasse appel à toute la population laborieuse, à la province, **QU'IL PRENNE EN MAINS LA REORGANISATION DE LA PRODUCTION.**

C'est la voie du contrôle ouvrier, certes. Mais c'est la seule voie pour sortir du chaos où le patronat, qui veut briser les reins aux organisations ouvrières, plonge sciemment toute la production.

Ne pas comprendre l'**importance historique de cette minute**, c'est préparer les ouvriers à une défaite grave, de celles qui ouvrent la voie au fascisme! Assez de concessions ! Assez de politique du « moindre mal » !

⁂

Ensuite, il faut **défendre** les usines occupées.

Les bandes fascistes méditent des coups de main. Le gouvernement médite une action générale.

Partout des **services d'ordre**, des **piquets**, des **gardes** (dont bon nombre fonctionnent déjà) doivent être organisés, sélectionnés, entraînés. Contre 150.000 ou 200.000 grévistes, appuyés par toute la population laborieuse, le gouvernement ne peut rien. Il lui faudrait utiliser l'armée, c'est-à-dire aller au-devant de la fraternisation des soldats et des ouvriers.

Les P.P.F. et P.S.F. essayent déjà la tactique du cheval de Troie : semer le doute parmi les occupants, exigent les votes secrets, apitoyent les femmes, font signer des pétitions, divisent les catégories, etc... Tous les moyens leur sont bons.

Ils sont déjà parvenus à faire évacuer une boîte, et à accepter des diminutions de salaires (chez Hotchkiss). Le gouvernement Daladier attend le développement de leur besogne pour faire intervenir, sur des points isolés, la garde mobile et la police.

Toute la population doit être mise en état d'alerte. Par réunions, tracts, journaux, expliquer clairement à tous le but et la signification du mouvement. Les fascistes doivent savoir qu'à leurs coups des coups décuplés répondront.

Défendre le mouvement et **lui donner un programme**, voilà le salut !

⁂

La racaille capitaliste hurle dans sa presse, comme La Rocque, que le mouvement vise à affaiblir « la défense nationale », que c'est une trahison. Ces messieurs réclament la réquisition des usines, des arrestations, l'état de siège si nécessaire.

Nous connaissons cet argument ! Dans la préparation à la guerre moderne, **toute** l'industrie sert l'armée, la « défense nationale ». C'est pourquoi toute grève, toute action de classe sera interprétée par la bourgeoisie comme du **défaitisme.**

(*Suite page 2*)

LA manifestation contre le Sénat

La Fédération S.F.I.O. de la Seine a organisé Jeudi dernier une manifestation de rue contre le Sénat. Le jeudi matin, de petites affiches appelaient la population à venir manifester à 18 h. 30 devant le Sénat, hostile au gouvernement Blum. Des tracts reproduisant l'affiche avaient été distribués dans certaines usines par des camarades des Amicales socialistes.

Huit à dix mille personnes environ vinrent à la manifestation, malgré l'interdiction gouvernementale (de Dormoy). Toutes les rues aboutissant au Sénat étaient barrées par les gardes mobiles et la police. Les manifestants arrivés par paquets furent donc refoulés principalement sur le boulevard St-Michel, où après une heure et demi, ils se dispersèrent à l'appel des responsables fédéraux S.F.I.O.

Nos camarades étaient présents, en aussi grand nombre qu'avait permis la convocation quasi-clandestine du Bureau Fédéral. L'enthousiasme des manifestants (avec une proportion mi-ouvrière, mi-petite bourgeoise) était assez grand, mais plein de la confusion qui caractérise la gauche socialiste.

Aucun mot d'ordre clair n'avait été assigné à cette manifestation. Les uns, les plus timorés, criaient *Vive Blum !* La plupart criaient : *A bas l'Union Sacrée ! Caillaux au Poteau !* On entendait aussi : *A bas le Sénat !* Les groupes les plus hardis lançaient : *Milice Ouvrière ! Nos 40 heures ! Contrôle Ouvrier !* L'Internationale était chantée à maintes reprises. La Fédération S.F.I.O. n'avait pas fait de tracts, laissant volontairement dans le vague ses objectifs.

Il faut noter que si les travailleurs ont « tenu la rue », comme l'affirme « *Juin 36* », c'est que la police se contenta de refouler les manifestants, malgré quelques bagarres, vite éteintes. Sans directions **politiques, sans** front unique organisé, sans cohésion, la manifestation n'aurait pas résisté à un choc sérieux avec la police.

(*Suite page 3*)

ENCORE 9 MORTS EN TUNISIE !

Solidarité aux peuples opprimés contre les tortionnaires de Mandel et Daladier !

LA SITUATION MILITAIRE EN ESPAGNE

GUERRE DE CLASSE !

11 *avril*. — Au point de vue militaire, les derniers jours n'ont pas apporté grand changement. Subsistent entièrement : 1° La menace directe sur *Barcelone* (Gandesa a été occupée après Lerida par Franco, et aucun obstacle n'existe jusqu'à Barcelone) et 2° La menace sur *Tortosa*, c'est-à-dire le territoire républicain coupé en deux.

Les brigades républicaines se sont partiellement reformées au Nord de Tortosa et au Sud-Est de Lerida-Gandesa. Mais elles ne peuvent actuellement agir efficacement que pour couvrir momentanément l'arrière.

L'offensive des républicains au Nord de Madrid, vers Guadalajara, n'a qu'une envergure limitée et ne peut pas fixer de fortes réserves ennemies.

Dans l'ensemble, tous les mouvements participent beacoup plus de la guérilla que de la guerre massive de mouvement. C'est une guérilla menée avec des armes automatiques, parfois appuyées d'avions et de petits tanks, en réponse à des offensives par colonnes plus denses, très fortement cuirassées et pourvues d'aviation.

« Percer le front » n'est jamais difficile. Ce qui l'est plus, c'est de nettoyer l'arrière, détruire les centres de ravitaillement, et priver l'ennemi de son artillerie.

Il en résulte que la supériorité en matériel a et aura une importance décisive tant que *la lutte sera réduite à un duel purement militaire*. Seule *l'intervention de la politique de classe dans la guerre* peut en modifier sensiblement l'orientation.

Les social-patriotes s'écrient que l'armée républicaine ne sera pas vaincue, car « *nous avons connu Verdun et Château-Thierry !* » En effet, après Verdun et Château-Thierry, l'impérialisme français retourna la situation grâce à *l'argent, au pétrole ou cornedbeef et aux hommes* envoyés des Etats-Unis.

Mais l'impérialisme pouvait jouer sur la solidarité du capitalisme, tandis que les *travailleurs* d'Espagne ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie anglaise ou française. Bourgeoisie pour bourgeoisie, les financiers de Paris et de Londres finiront toujours par préférer Franco à Négrin.

Voilà pourquoi le problème réel, c'est celui de la *solidarité ouvrière internationale*, et la lutte en Epsagne pour que les masses travailleuses armées rejettent la dictature de trahison de Négrin, en lançant l'appel de classe à leurs frères dominés par Franco.

Ce n'est pas Verdun et Château-Thierry qu'il faudrait alors invoquer, mais les péripéties de *la guerre civile* en Russie, alors que les armées blanches, les troupes anglaises, japonaises, tchécoslovaques, françaises, assaillaient l'Armée Rouge naissante dirigée par Léon Trotsky.

La révolution russe fut à certains moments réduite aux territoires de l'ancien duché de Moscou, mais si ensuite elle put se consolider sur « un sixième du globe », c'est que l'Armée Rouge, non seulement organisait les forces armées, mais menait une politique révolutionnaire, était appuyée sur le pouvoir soviétique prolétarien, et non sur le capitalisme.

En même temps, l'Armée Rouge faisait appel au *prolétariat international*. En Angleterre et en Europe Centrale, en France, les ouvriers manifestaient pour la défense de la révolution russe, pour le *sabotage des transports de munitions* contre la Russie Soviétique.

Les ouvriers espagnols n'ont pas d'autre voie pour vaincre. Mais les dirigeants du Front Populaire, tout en critiquant la « non-intervention » criminelle de Blum-Eden, n'organisent nullement la lutte dans ce sens. Ils l'étouffent au contraire.

Nous répétons :

Liberté pour tous les révolutionnaires emprisonnés en Espagne !

Action des travailleurs français contre le blocus !

Nos lecteurs savent par plusieurs articles précédemment publiés dans *La Lutte Ouvrière*, la situation tragique des travailleurs nord-africains. Cyniquement bafoués par le Front Populaire, en qui ils avaient mis leur confiance, ils n'en ont reçu qu'un surcroît de misère et d'oppression. Les illusions se sont dissipées. Les souffrances des masses ont atteint leur comble. La préparation à la guerre a multiplié les répressions. D'où les explosions populaires de ces jours derniers.

Voyons les faits. Le 31 mars, le gouverneur d'Algérie fait arrêter, sans autre motif que leur activité syndicale, les responsables syndicaux : Lattaker Mohamed. Deceouk Moustaffa et Mezrana Achmet. *Ils ont été mis au régime de droit commun. Depuis plusieurs jours, ils font la grève de la faim pour obtenir le régime politique.*

D'autre part, Messali et ses compagnons sont transférés à la prison centrale de Maison Carrée. Ils sont enchaînés, un boulet au pied, crâne et sourcils rasés. Ils attendent leur transfert au bagne de Berlonghie, où ils seront lentement assassinés.

En Tunisie, depuis des mois, les colons, la grosse bourgeoisie métropolitaine poursuivent leurs appels à la répression. Le désespoir des masses a contraint les nationalistes « constitutionnels » du Néo Destour à se débrouiller des illusions parlementaires. Ils continuent pourtant à appeler l'attention du gouvernement français sur le danger dune répression brutale contre les travailleurs tunisiens, chair à canon dune guerre prochaine. Devant le surcroît de charges imposées aux masses, privées de tout, ils les invitent à pratique r la grève de l'impôt. En réponse, le résident fait arrêter le secrétaire de la cellule destourienne de Souk-el-Arba et annonce d'autres arrestations. Il annonce de nouvelles poursuites contre les responsables d' « une propagande criminelle ». Pour discréditer le mouvement néo-destourien, qui explique actuellement l'effort de libération des masses tunisiennes, il monte une accusation de complot avec le fascisme italien, accusation formellement démentie par la direction du néo-destour. Une manifestation pacifique s'est déroulée devant le Palais du bey de Tunis pour demander la libération des prisonniers. Le résident essaie d'insinuer qu e cette manifestation est provoquée par le consulat d'Italie. Il fait saisir le journal, *Elœmal*, qui apelait à la grève pgénérale.

(*Suite page 4*)

Contre les compromis et la rapacité patronale

Les ouvriers ont répondu par des occupations de masse et la lutte pour le contrôle ouvrier

Notre Parti n'a cessé de faire connaître son opinion, en liaison avec les ouvriers. Ci-dessous le texte du tract distribué lundi et mardi, et qui donne au mouvement une orientation et une responsabilité.

Les usines métallurgiques de la région parisienne **débrayent les unes après les autres.** La volonté puissante des ouvriers s'affirme pour résister au mouvement de lock-out, de sabotage de la production, d'offensive contre le niveau de vie des travailleurs. Personne ne peut donc plus prétendre, comme l'a fait toute la presse, qu'il s'agit d'un mouvement déclenché par des « provocateurs ».

Ceux qui veulent briser la grève, d'accord avec les patrons, **sont les Syndicats professionnels et les doriotistes** (PPF et PSF), qui profitent du manque de direction du mouvement.

Le grand patronat **provoque un lock-out général** dans la production pour briser les syndicats.

Pour **déjouer sa manœuvre, il faut une riposte générale**, unifiée. Aux lock-outs doit répondre l'occupation des usines.

Actuellement, les cahiers de revendications varient avec chaque boîte (Citroën, 1 fr. de l'heure ; SIMCA, lock-out ; Rateau, idem ; Radiateurs, 10 %, etc...).

Cela permet au patronat de jouer entre les intérêts des diverses industries, boîtes et catégories.

Il est nécessaire au contraire **d'unifier les revendications.** Les métallurgistes veulent :

LE RESPECT ABSOLU DES 40 HEURES (exemple Gnome et Rhône, Lioré). Ils n'acceptent pas les dérogations pour la soi-disant défense nationale, alors que beaucoup d'ouvriers ne font pas 40 heures, et qu'il y a augmentation du chômage.

L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES, qui ajustera les salaires aux hausses de prix voulues par le patronat pour augmenter leurs profits.

LE CONTROLE A L'USINE SUR L'EMBAUCHAGE ET LE DEBAUCHAGE, qui mettra fin à l'arbitraire patronal.

LE RESPECT ET L'ELARGISSEMENT DES DROITS DES DELEGUES, qui représentent vraiment la classe ouvrière.

Enfin, il faut imposer la revision et la signature de la convention collective et exiger la convention nationale.

Ces revendications ont été appuyées dès le début par notre parti. C'est pourquoi il subit toutes les attaques de la réaction !

Aujourd'hui, les camarades de chez Renault et de toute la métallurgie sont d'avis que seul un mouvement généralisé, unifié, puissant, peut briser l'offensive patronale.

C'est la voie vers **le contrôle ouvrier sur la production.**

La Section syndicale Renault a aussi demandé que soit convoqué un **Congrès « avec une représentation directe des usines »** (**Huma** du 8 avril). Il faut passer à la réalisation de cette mesure !

Les dizaines de milliers d'ouvriers qui occupent les usines **doivent avoir une direction élus qui prenne la pleine responsabilité de la lutte.** Honte aux dirigeants qui rejettent sur les autres leur responsabilité !

Le **gouvernement Daladier**, fidèle domestique du capitalisme, veut **montrer le poing aux travailleurs.** Non seulement il ne « contraindra » pas les patrons à accepter les revendications ouvrières, mais il obéira aux patrons pour briser la résistance ouvrière et vider les usines.

Le Congrès des usines doit organiser la résistance, et contre l'évacuation les travailleurs se souviendront de **la magnifique riposte de ceux de Goodrich !**

Dans chaque entreprise, en liaison avec la population travailleuse, les Comités de grève et d'occupation s'occuperont d'organiser la lutte; il s'agit maintenant de défendre le **pain** et la **liberté !**

Le Parti Ouvrier Internationaliste (IV^e^ Internationale) vous soutient dans cette lutte. Le gouvernement de faillis et de capitalistes veut la lutte contre le prolétariat, avec l'appui du fascisme. Les masses ouvrières, les paysans travailleurs, les soldats opposeront à leur pouvoir maudit leurs **Comités**, groupés, clairvoyants, élisant constamment leurs dirigeants, qui mettront bas les plans réactionnaires de la bourgeoisie.

Comité Régional du Parti Ouvrier Internationaliste (IV^e^ Internationale).

Au travail pour la souscription du Parti

Nous ouvrons aujourd'hui une grande souscription pour la lutte du Parti!

Il faut soutenir le mouvement des métallurgistes.

Il faut engager le combat contre le gouvernement de réaction Daladier-Reynaud-Mandel.

Il faut faire paraître la LUTTE OUVRIERE, non seulement chaque semaine, mais deux fois par semaine.

Il faut que le Parti ouvrier sorte grandi des luttes actuelles.

Pour cela, il faut l'aider !

Les cliques vendues à Berlin ou à Moscou crient contre nos ressources pour mieux cacher les millions qui alimentent leur propagande.

Nous, nous n'avons que la classe ouvrière pour appui. Pas un numéro de journal, un tract, une brochure, un bulletin, qui ne soit le fruit de sacrifice des travailleurs.

Le Parti ouvrier vit par la classe ouvrière.

Aujourd'hui, nous renouvelons à tous notre appel. Il faut redoubler d'efforts autour de vous, faire circuler les listes de souscriptions à l'atelier, dans la maison, partout !

A l'action lecteurs et militants! Apportez et envoyez à notre rédaction votre obole, vos collectes!

Le P.O.I. est l'axe de la résistance à l'offensive fasciste; donnez-lui les moyens de vaincre.

VOILA POURQUOI STALINE
ORGANISE DES PROCÈS ANTI-BOLCHEVIKS

La crise économique en U.R.S.S.

Plus d'un an a passé depuis l'exécution de Piatakov et de ses compagnons, coupables, suivant les serviteurs de Staline, de la désorganisation de l'industrie lourde soviétique. Des dizaines d'autres exécutions, des centaines d'arrestations de commissaires du peuple, de dirigeants de trusts industriels, d'ingénieurs, avaient suivi les exécutions de janvier, toujours pour « débarrasser l'économie de l'U.R.S.S. des saboteurs qui en entravaient le développement ». Quelle est la situation de l'industrie soviétique après ces innombrables hécatombes ? Le « sabotage » supprimé, l'industrie de l'U.R.S.S. a-t-elle marqué un pas en avant ?

Voici ce qu'écrivait la *Pravda*, dans son éditorial du 27 mars :

« *L'industrie n'exécute pas encore ses plans... L'industrie houillère donnait journellement en janvier* 23.000 *tonnes de plus qu'en janvier* 1937, *mais en février et en mars, la production a baissé. En janvier et février, nos usines ont sorti* 17.500 *et* 17.800 *automobiles, c'est-à-dire beaucoup plus qu'en février* 1937, *mais malheureusement près de* 3.000 *de moins qu'en décembre* 1937... *En janvier, les commissariats de l'Industrie lourde, défensive et mécanique ont exécuté le plan mensuel moyen du premier trimestre quant à la production à* 86,2 *pour* 100... *Le rendement du travail est de près de* 10 *pour* 100 *inférieur au plan...* »

D'autre part, la conférence des dirigeants et des travailleurs de choc de l'*industrie électrique* a adressé à tous les travailleurs de cette branche fondamentale de l'économie soviétique un appel commençant par la constatation suivante :

« *Bien que la puissance des centrales électriques de district ait été doublée pendant les années du deuxième plan quinquennal et malgré la mise en activité de nouvelles et puissantes centrales électriques équipées suivant le dernier mot de la technique, les centrales électriques continuent à travailler mal. Por* 1937, *le plan dEtat de production d'énergie électrique n'a été exécuté qu'à* 89,4 *pour* 100. » (*Pravda* du 24 mars 1938.)

En ce qui concerne spécialement la production de la *houille*, les *Izvestia* du 4 avril font les constatations suivantes :

« *Après la conférence des stakhanovistes du Donetz, qui eut lieu en octobre dernier, le bassin du Donetz entra dans une période d'essor. Deux mois de suite, en décembre et en janvier, le plan fut exécuté à plus de* 100 *pour* 100. *Mais en février et mars, les puits ont de nouveau commencé à travailler plus mal. Le Donetz n'a exécuté le plan du premier trimestre qu'à* 98,6 *pour* 100... *Des* 22 *trusts du bassin,* 9 *seulement ont exécuté le plan du trimestre... En mars, plus de* 190 *puits, contre* 118 *en janvier, n'exécutaient pas, systématiquement, le plan. Parmi les truts en retard, certains ont travaillé d'une manière honteuse. Ce sont les truts :* « *Kouybychevougol* », *qui a exécuté le plan à* 85 *pour* 100 *et* « *Boudennovougol* » (88,5 *pour* 100)... »

Dans un autre domaine industriel, le communiqué de la séance du ronseil des commissaires du peuple du 28 mars peignait ainsi la situation :

« *Les usines du commissariat à l'Industrie mécanique produisant les pièces de rechange pour lindustrie textile ont amélioré quelque peu leur travail, mais n'exécutent pas le plan et la qualité de la production reste inférieure. Ainsi, par exemple, à l'usine « Engels » il y eut en janvier et février un déchet de* 43.000 *pièces d'une catégorie sur une production totale de* 172.000 *et à l'usine « Karl-Marx », de* 46.000 *pièces d'une autre catégorie sur une production totale de* 170.000.

« *Le commissariait à l'Industrie lourde n'a pas pris les mesures nécessaires et notamment n'a pas assuré aux usines une fourniture régulière de matières premières, de produits semi-finis et de l'équipement indispensable.* » (*Pravda* du 30 mars 1938.)

⁂

Ces constatations de la presse de Moscou indiquent nettement que ce n'est pas à l'action d'innombrables «saboteurs » anti-staliniens qu'est due la crise de l'économie soviétique, et les commentaires qui accompagnent les chiffres montrent que la cause de cette crise git dans toute l'organisation de l'économie « stalinienne ».

Et ce sont les causes organisationnelles déjà soulignées par la presse de Moscou il y a un an qui sont encore le thème des plaintes. Il s'agit donc bien d'une crise organique sur laquelle nous reviendrons longuement. Pour le moment, nous nous contenterons de citer encore un passage particulièrement caractéristique de l'éditorial des *Izvestia* du 4 avril.

« *Comment expliquer de telles oscillations dans le travail des puits et l'augmentation du nombre des puits en retard ? Les avaries des mécanismes, l'instabilité du personnel, le retard des travaux préparatoires..., voilà ce qui a occasionné le mauvais travail du Donetz.*

« *Les avaries restent la plaie de la production charbonnière... Les remarquables machines données par le pays au Donetz sont loin d'être utilisées au maximum. A la fin de l'année dernière, beaucoup de puits furent remis en ordre... Ces derniers temps, par suite de la négligence de l'administration, une partie de ces puits se sont de nouveau retrouvés en désordre. Le plan de travaux préparatoires de base a été exécuté ces deux derniers mois à* 65-70 *pour* 100. »

Et les *Izvestia* de vitupérer :

« *Il y a encore dans le s charbonnages beaucoup d'hommes qui, au lieu de travailler, sont occupés à bavarder sur la liquidation des conséquences du sabotage.* »

Autrement dit, l' « épuration » est loin d'être finie. Mais si les hommes changent, les conséquences économiques du régime stalinien ne sont pas soumises à l'action de Iejov et de ses agents.

A bas le Gouvernement Daladier !

Vive la lutte des métallos pour le contrôle ouvrier !

(*Suite de la page 1*)

Mais d'abord, la bourgeoisie se moque bien de sa prétendue « défense nationale ». Il s'agit de **ses dividendes et de ses profits.** Toute la droite se sert de l'épouvantail Hitler pour « faire rentrer les ouvriers dans l'ordre », pour écraser le communisme. Ces messieurs crient à la « trahison », mais leur programme, c'est le compromis avec le capitalisme allemand, c'est la négociation et non la guerre. Ils sont même prêts pour cela à abandonner à son sort leur alliée la Tchécoslovaquie.

Justement pour cela, les ouvriers savent bien qu'il n'y a pas de « défense nationale » en régime capitaliste. Il n'y a que le massacre de millions de prolétaires pour le compte des possesseurs de coffre-forts, les 200 familles, les chefs de trusts, etc...

Ni la guerre, ni la préparation de la guerre, n'arrêtent et n'arrêteront la lutte de classes. Mais la soumission aux prétendus besoins de la défense nationale, c'est le premier pas vers l'instauration du fascisme, de la dictature totale du grand capital, de l'Etat-major, de l'Eglise.

Voilà ce que les ouvriers en lutte comprennent, malgré les flots de poison chauvin et social-patriote que déversent les dirigeants du Front populaire.

C'est ce qu'il faut leur expliquer avec patience. Encore une fois, ce que le fascisme allemand et italien craint par-dessus tout, c'est l'instauration d'un régime socialiste en Occident. C'est cela qui sonnerait leur glas.

Le Trotskysme, voilà l'ennemi !

Edifiant spectacle, les hurlements des pourris de toute nature contre le trotskysme — c'est-à-dire contre le prolétariat révolutionnaire !

Ecoutez « l'Humanité » du 3 avril : « **Tous les fauteurs de troubles se remuent dangereusement, y compris les trotskystes...** »

Ecoutez le Bureau Politique stalinien (« Humanité » du 10 avril) qui proclame la nécessité d'un gouvernement décidé à ne pas favoriser (!) les « **entreprises antifrançaises du fascisme international et de ses agents fascistes et autres** ».

Ecoutez les responsables staliniens de Renault (« Humanité » du 7 avril): « **Tout est mis en œuvre pour imposer la grève. Des milliers et des milliers de tracts signés de la IVe Internationale trotskyste, appelant les ouvriers à l'action, sont distribués chaque jour aux portes de l'usine...** »

Le « Temps », rendant compte du Congrès de l'Union des Syndicats, dit aussi (10-4) : « **Il est nécessaire de rappeler — quitte à étonner les profanes — que les partisans officiels d'une agitation sociale telle que celle de la métallurgie sont, non pas les communistes, mais leurs adversaires influencés par le trotskysme ou les éléments extrémistes des Amicales socialistes.** »

Lisez aussi la « Pravda », citée par « l'Humanité » du 9 avril : « **Le front populaire a prouvé sa force et sa vitalité; il a su faire face aux attaques des éléments réactionnaires fascistes et à leurs mercenaires, les trotskystes, Doriot et Cie...**

« **Les provocateurs trotskystes jouent un rôle particulièrement vil dans les menées réactionnaires; c'est par leur truchement que les éléments fascistes de la bourgeoisie s'efforcent d'aggraver la situation dans le pays et de semer la discorde entre les partis du Front Populaire.** »

L'ignoble Kérillis, Bailby, toute la meute, jettent aussi leur venin.

Enfin, **La Rocque** publie dans le P.J. du 12 avril un placard où il proclame :

« **La IVe Internationale et les socialistes extrémistes ont déclanché le mouvement de grèves... C'est la paralysie de la défense nationale que l'on cherche.** »

Quel concert bien orchestré !

Le trotskysme, voilà l'ennemi ! C'est le cri de toute la bourgeoisie, c'est le cri du fascisme et des provocateurs de la Guépéou, entremêlant leurs insultes contre notre parti.

Mais le **PARTI OUVRIER** devient ainsi plus cher au cœur des exploités, qui en ont assez de la misère imposée par les trusts, par le grand patronat, et par leurs chiens de garde. **Serrez les rangs autour du P.O.I. !**

L'ENJEU

Les bourgeois comprennent l'enjeu de la lutte des masses. Voici par exemple ce qu'écrit l'économiste du **Temps**, le 4 avril :

« **La lutte du salaire contre le profit... est peut-être la caractéristique la plus marquante de l'évolution sociale et économique observée dans un grand nombre de pays au cours des dernières années... Lutte dirigée contre les privilèges, disent les démagogues. La réalité est différente. Il s'agit d'obtenir sous la pression des masses une répartition nouvelle des revenus et des richesses.**

« **Ce processus s'accompagne fatalement de troubles plus ou moins graves, et il finit par conduire à des excès qui mettent en question l'existence même de la civilisation moderne... Et quand la lutte est poussée jusqu'à sa conclusion logique le profit se trouve purement et simplement éliminé. Le droit de propriété finit alors lui-même par être atteint.** »

Clairement pensé, clairement dit ! **Le Temps** reconnaît à sa manière que les masses en ont assez de trimer dans la misère pour le **profit d'une minorité.**

C'est juste. Voilà l'enjeu réel de la lutte ! Ce qui revient à affirmer que le **socialisme** par **l'expropriation du grand capital monopoliste** est le programme de tous les exploités !

6 Février à froid

MINISTERE DE REACTION

« Vite et fort » avait dit Daladier en 1934. Ce fut, en effet, « vite et fort » qu'il céda à l'insurrection fasciste du 6 février.

« Vite et fort » répète aujourd'hui Daladier, et son ministère n'est envisagé par les grands maîtres des Comités des forges que comme un gouvernement de transition vers le « Salut public » c'est-à-dire le fascisme. Une aggravation: cette fois-ci Daladier travaille la main dans la main avec les cagoulards et hommes du 6 février !

Dans les usines en grève, avec cet instinct infaillible des exploités, les ouvriers sentaient la nécessité d'organiser la résistance pour empêcher l'installation au pouvoir d'un ministère plus à droite que Blum qui ferait évacuer les usines par la violence. Interprétant démagogiquement cette volonté MM. les chefs communistes parlèrent aussi de résistance. Mais ils parlèrent ainsi pour mieux empêcher la résistance effective qui ne pouvait être que l'extension des grèves jusqu'à la grève générale et la formation des comités et de milices ouvrières dans tout le pays. Aujourd'hui Daladier s'est installé au pouvoir, à la demande de la réaction d'un côté, et de l'autre côté avec la complicité des chefs socialistes et communistes.

Son programme ? : Etranglement de l'Espagne ouvrière. Continuation du blocus. Evolution vers le pacte à quatre en liaison avec les accords anglo-italiens. Au point de vue financier, inflation et misère. Au point de vue social. répression contre les ouvriers. Etranglement des grèves.. Intervention armée pour vider les usines. Accélération de la répression, avec Sarraut, contre les vrais communistes, c'est-à-dire contre l'avant-garde. Le Bureau politique du Parti dit communiste, invite dimanche la nouvelle équipe à sévir contre « **les trotskystes** ». Répression contre les étrangers. Répression féroce avec le clémentiste Mandel aux colonies. Oui ! « Vite et fort » vers le « salut public », vers le fascisme !

LE LIEUTENANT DE CLÉMENCEAU AUX COLONIES !

Pour l'ensemble des postiers la seule présence de Mandel dans le ministère Daladier suffit pour provoquer leur hostilité au gouvernement tout entier.

Mandel ce n'est pas seulement la politique de la bourgeoisie spoliatrice, mais aussi les « Séductions, Captations, Corruptions », comme l'a exposé, dans une brochure éditée au début 1936, le Syndicat National des Agents des P.T.T.

Aux Colonies, Mandel apporte tout cela et des qualités « policières » développées. Il saura bien servir les intérêts coloniaux de l'impérialisme français.

Mais nos camarades indigènes d'Indochine et d'ailleurs ont déjà su montrer leur abnégation dans la lutte anti-impérialiste.

Le P. O. I. s'exprime au Meeting pacifiste de Wagram

Mercredi, 6 avril, salle Wagram, c'est presque uniquement la Fédération Socialiste de la Seine, qui avait constitué l'auditoire des 1.200 personnes devant une dizaine d'orateurs pacifistes, parmi lesquels étaient intentionnellement noyés deux orateurs de la Gauche Révolutionnaire. Par deux fois, le bureau du meeting refusa la parole à un de nos camarades mandaté par notre Parti. Il était clair que dans ce meeting contre la guerre, destiné surtout à « pacifier » les jeunes révolutionnaires de la G.R., les dirigeants considéraient comme une calamité la confrontation avec le Parti de la IVe Internationale.

Devant le refus des dirigeants, les camarades du P.O.I. présents exigèrent la parole devant toute la salle, ils rencontrèrent l'appui énergique des militants de la Gauche Révolutionnaire, et après leur deuxième interruption, le Président dut leur accorder la parole « pour deux minutes ». L'appel de notre camarade Prau pour l'action révolutionnaire contre la guerre et l'Union Sacrée, pour les mots d'ordre de notre Parti, fut applaudi par une fraction très importante des camarades de la Gauche Révolutionnaire.

Une vente de *La Lutte Ouvrière* fut faite à l'entrée du meeting et un tract fut distribué, appelant au Front Unique prolétarien contre l'Union Sacrée et la Guerre.

« Le profond mystère qui donne naissance à la guerre »
(LÉNINE)

Encore sur l'Impérialisme et le Pacifisme

(*Suite*)

Ainsi que nous l'avons noté, une juste politique révolutionnaire contre la guerre, n'est pas possible, si l'on ne se pénètre pas bien des caractéristiques fondamentales de notre époque, en tant qu'époque de l'Impérialisme. C'est pourquoi précisément les réformistes et social-impérialistes, pour justifier une politique anti-marxiste, et en particulier la collaboration du prolétariat à la guerre de son propre impérialisme, ont dû falsifier les caractéristiques mêmes de l'impérialisme. C'est pourquoi, également, les reviseurs du léninisme concernant la politique de soutien des luttes des nations non impérialistes, contre l'oppression ou l'agression impérialistes, ont dû. eux aussi, sauter par-dessus les traits fondamentaux, soulignés par Lénine. Voyons successivement: les faussaires opportunistes et les reviseurs ultra-gauches.

Le type le plus achevé des premiers est « le rénégat Kautsky », le théoricien de la II Internationale. Kautsky se garde bien d'examiner et de réfuter la définition léniniste. Pour lui, l'impérialisme n'est pas un système économique, c'est une « politique » : la « politique préférée » du Capitalisme. Kautsky convient bien que c'est une politique d'annexions, mais c'est pour mieux préconiser sur la même base économique, une « politique » qui ne serait pas une politique d'annexions : précisément la politique « pacifiste » de la IIe Internationale dans le cadre impérialiste. Au contraire pour Lénine l'Impérialisme ne peut lutter contre lui, qu'en dirigeant l'attaque contre ses bases économiques mêmes. Plus généralement, Lénine déclara : « La lutte contre la politique des trusts et des banques, si elle ne touche pas aux bases économiques de ces derniers, n'est que réformisme et pacifisme bourgeois et se réduit à des solutions inoffensives. »

⁂

De la tendance à la monopolisation du monde et aux ententes pour son partage Kautsky avait été conduit à conclure à une ère pacifique à un « super-impérialisme avec cessation de guerres; d'exploitation de l'univers par le capital financier, internationalement uni ». Rêve vide et réformiste, auquel Lénine opposait : Il n'y a pas sur les bases du capitalisme un moyen autre que la guerre de remédier aux disproportions entre le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux d'une part, et le partage des colonies et des sphères d'influence, d'autre part. Les ententes impérialistes ne sont rien d'autre qu'une pause pour préparer le nouveau partage sur la base « de nouvelles corrélations de forces ». Le contrat exprime le rapport des forces.

Le révisionnisme stalinien

Aujourd'hui, la IIIe Internationale, fondée contre les faussaires Kautsky et Cie, ne prend même pas la peine, comme son initiatrice dans la trahison, de chercher une base « théorique » à ses faux et à ses crimes.

L'affirmation accompagnée de la mitraillette du Guépéou, suffit. Staline ne révise pas le marxisme-léninisme. Il le supprime. Il n'y a plus d'impérialisme. Il y a, comme il le déclare dans l'interview au journaliste Howard : des nations amies de la paix et des nations ennemies de la paix. A ces dernières, on peut appliquer, à la rigueur, le terme d'impérialisme. Parmi les premières, Staline classe les impérialismes qui oppriment plus de la moitié de la planète: U.S.A., Angleterre, France et leurs satellites. Ils les appelle « démocraties » et les prolétaires sont invités à les défendre, c'est-à-dire à renforcer la domination rapace de l'oligarchie financière sur le monde.

Sans doute, Messieurs les chefs staliniste, tout comme les social-démocrates, font bien des phrases et même des albums contre les trusts, les « 200 familles ».

Mais ils agissent comme si ces deux cents familles étaient suspendues en l'air, tandis qu'elles dirigent tout le système économique, social, politique (production, armée, parlement). On peut à ce propos paraphraser l'accusation ci-dessus de Lénine contre Kautsky : La lutte contre « les deux cents familles » si elle ne touche pas aux bases économiques de ces dernières n'est que « réformisme et pacifisme bourgeois ». Or plus que jamais, tous les chefs staliniste nous invitent à renforcer la production, l'armée, l'Etat des deux cents familles ! Ainsi nous pouvons conclure face aux faussaires opportunistes :

Vous voulez que le prolétariat fasse cause commune avec ses exploiteurs, et c'est pourquoi, vous dénaturez complètement tout le système mondial d'exploitation capitaliste. Mais les prolétaires se souviendront que la France est un pays impérialiste et que sa guerre ne peut être qu'une guerre impérialiste !

Le révisionnisme « ultra-gauche » n'aboutirait pas à des conséquences moins funestes que le social-patriotisme (c'est-à-dire au renforcement de l'impérialisme) en paralysant la lutte anti-impérialiste. Il s'agit pour ces groupes confus, sans principes ni systèmes (ou plutôt avec des principes et des systèmes éclectiques pillés à droite et à gauche), d'annoncer une ère nouvelle : le « capitalisme d'Etat », d'identifier sous le terme générique : des systèmes économiques et sociaux profondément différents comme l'U.R.S.S. et les pays fascistes. Il est à noter que cette identification en vue d'aboutir à un système « economico-social » est basée sur des analogies « politiques » secondaires : répression étatique, etc... Si l'U.R.S.S., concluent-ils, est un capitalisme d'Etat comme l'Allemagne et l'Italie, alors il faut y être défaitiste. Ainsi on révise et les notions marxistes sur le capitalisme, l'impérialisme et sur le défaitisme.

En réalité, ici comme ailleurs, les révisionnistes généralisent artificiellement et arbitrairement, un trait important mais non essentiel, fondamental, de l'époque de l'Impérialisme, déjà noté avant eux par Lénine : « l'union intime de la grande banque et de l'industrie est complétée par l'union intime de l'une et de l'autre avec l'Etat ». « Le monopole d'Etat en société capitaliste n'est qu'un moyen d'élever et d'assurer le revenu de millionnaires sur le point de faire faillite dans telle ou telle branche d'industrie. »

Ainsi « la nationalisation des industries de guerre » dans le régime démocratique français, a renfloué les marchands de canon, tout comme plus généralement l'étatisme d'Hitler et Mussolini n'a fait que renflouer et renforcer les Krupp, Thyssen, Volpi et Cie. Que cette sélection se fasse entre d'autres capitalistes, ou que le fascisme ou la « démocratie » par leurs mesures étatiques entraînent certains sacrifices pour d'autant mieux sauver, voilà qui ne vient en rien modifier la définition fondamentale de Lénine.

En tout cas, c'est à MM. les réviseurs de nous le prouver, de prendre une par une les caractéristiques essentielles que nous avons données, de les réfuter, de les révoquer, de les remplacer, de proposer un système positif basé non pas selon Kautsky sur « une politique préférée », mais sur des fondements économiques précis.

Tant qu'il n'en sera pas ainsi, on nous pardonnera de rester avec Lénine et le léninisme contre quelques loufoqueries « théoriques » sans lendemain, mais non sans dangers dans le mouvement présent où la lutte contre l'impérialisme doit être menée non seulement par la pratique de la lutte défaitiste directe dans les pays impérialistes, mais aussi par le soutien de la lutte anti-impérialiste des nations non impérialistes (colonies, demi-colonies, U.R.S.S.).

Concluons d'ailleurs sur cette question en répondant à d'éventuels sophistes qui considéreraient l'analyse de Lénine sous un angle statique, géographique et non dialectique, dynamique.

Lénine complète ainsi sa définition générale « les deux groupes principaux de pays possesseurs de colonies et colonisés ne suffisent pas à caractériser l'époque de l'impérialisme capitaliste. Il faut tenir compte des formes variées de dépendance de pays qui jouissent formellement de l'indépendance politique, mais sont en réalité emprisonnés dans un réseau de liens financiers et diplomatiques ». C'est pourquoi, chaque pays doit être examiné honnêtement à chaque étape de l'évolution et il ne faudra pas, sous prétexte « d'indépendance politique » formelle considérer comme menant la lutte contre l'impérialisme, un pays qui est lié à tout son système économique, comme la Suisse, par exemple.

A l'inverse, sous couleur d'affinités dans la politique, il ne faudra pas perdre de vue l'antagonisme irréductible dans le système économique (U.R.S.S. et bloc « démocratique »). Il faut se déterminer selon les bases économiques, le sens réel de la lutte et non tel ou tel phénomène voyant mais accessoire !

Dans cette première partie de l'Enquête, nous avons rappelé, les bases théoriques, d'une juste politique contre la guerre. Prochainement, nous allons voir comment l'impérialisme cherche à entraîner la classe ouvrière dans sa lutte pour la domination : l'Union sacrée; les sophismes, etc... Puis, nous définirons l'essentiel de la politique révolutionnaire : défaitisme, soutien des luttes anti-impérialistes des colonies et des nationalités non impérialistes; semi-colonies; U.R.S.S.

La manifestation contre le Sénat

(*Suite de 1re page*)

Quelques communistes qui se trouvaient là, étaient perplexes. Le matin, dans un tract, le P. C. avait dénoncé la manifestation comme une « *provocation trotskyste* » (ce que l'*Huma* du lendemain, impressionnée par le succès et l'allant de ce rassemblement, n'osa plus affirmer). Les jeunes staliniens gommeux du Quartier Latin badinaient. Mais pas mal d'ouvriers réfléchissaient sur la politique d'Union Sacrée et de collaboration de classes de leurs dirigeants.

Politiquement, la faiblesse de la manifestation était dans *le soutien de Blum qu'elle supposait*, et son absence d'objectifs.

La dénonciation du Sénat est entièrement justifiée, mais elle n'a de sens que comme partie d'une lutte générale *contre les chefs radicaux*, contre la politique d'Union Sacrée.

Chasseigne, député d'Issoudun, était l'un des responsables de la manifestation. Mais c'est le même qui vote les budgets de guerre, la loi fasciste sur la Nation armée, le Statut du travail, et le reste ! Voilà le malheur !

Ensuite, la manifestation n'avait *aucun lien avec le mouvement de grève*, alors que l'un de ses objectifs aurait dû être d'alerter tout Paris sur cette lutte.

Il faut ajouter que la Fédération Socialiste se vante d'avoir organisée *seule* cette manifestation. C'est son droit ; mais dans ce cas, elle ne doit pas préparer les mobilisations clandestines (qui n'ont nullement empêché les dispositifs de gardes mobiles et de police — Le président du Sénat ayant même réquisitionné directement plusieurs pelotons), qui laissent les ouvriers désemparés, et risquent de semer la division dans les rangs des manifestants.

Il faut maintenant *organiser le front unique*, et non se livrer à limprévu, bien peu conforme, du reste, aux objectifs politiques.

La politique réformiste l'emporte au Congrès des Syndicats de la Région Parisienne

Il est temps d'organiser la minorité Révolutionnaire.

Les Bonzes n'ont pas voulu que le Congrès s'occupe du mouvement des Métallurgistes

L'ensemble des débats du Congrès de l'Union des Syndicats Ouvriers de la Région parisienne, tenu les 7, 8 et 9 avril 1938, reflète avec ampleur l'état de désorientation du mouvement syndical dans la situation présente.

Des polémiques ? Certes il y en eût. Mais aucun des courants qui se sont affrontés n'a exprimé concrètement les aspirations profondes de la classe ouvrière parisienne.

La direction stalinienne de l'U.D., a subi les attaques des syndicalistes de toutes nuances, des réformistes aux « révolutionnaires ». Mais ces attaques n'ont pas, en général, été livrées sur la base des expériences des luttes ouvrières récentes ou en cours.

Il est malheureusement caractéristique de constater l'état de désarroi et l'inconséquence des différentes oppositions syndicales qui ont eu la possibilité de se manifester à ce Congrès. Absence totale d'une lutte de tendance menée sur la base d'un programme d'action révolutionnaire, revendicatif et social.

C'est évidemment nécessaire de dénoncer, comme l'ont fait, plus ou moins clairement, Giroux des P.T.T., Juliette Harzelec des Instituteurs, Charbit du Livre, la politique chauvine d'union sacrée, de collaboration des classes, social-patriote, des dirigeants stalinistes et aussi réformistes (Guiraud par exemple) de l'U.D.

Mais sans programme d'action concret, le contenu de la polémique, il est vrai souvent rendue difficile par l'atmosphère du Congrès, apparaît essentiellement anti-stalinien, pour la plupart des « oppositionnels » véritablement anti-communiste.

Il n'est pas possible à un Giroux ou à une Harzelec d'aller plus avant étant donné qu'eux-mêmes, dans leur propre Syndicat, sous des dehors démagogiquement lutte de classes, pratiquent quotidiennement une politique de collaboration effective, souvent intime, avec les pouvoirs publics.

Quant à la « *Révolution prolétarienne* » elle ne peut, en tant que tendance, se libérer du caractère traditionnel et vieillot de son opposition. Charbit lui-même ne trouve pas un appui actif dans ses propres rangs, parce qu'exprimant avec une allure « trop gauche » la lutte de la R.P.

Cependant, le problème actuel de la lutte gréviste en cours de la métallurgie parisienne n'a été abordé que par un délégué. Ce seul fait suffit à lui-même pour juger, du point de vue prolétarien et révolutionnaire, la valeur de ce Congrès et des oppositions syndicales qui s'y sont manifestées.

C'est ainsi qu'à ce sujet, on pourrait marquer son étonnement le plus vif devant le silence du syndicat des techniciens de la métallurgie adhérant à la Fédération des Techniciens.

Par cette abstention politiquement capitularde, les directions majoritaires des syndicats de techniciens permettent à la direction stalinienne de l'U. D. de poursuivre avec plus de facilité, à l'aide de la Commission des conflits adoptée à ce Congrès pour régler les différends surgissant à l'intérieur des syndicats adhérents à l'U. D., son offensive désagrégatrice des syndicats de techniciens et, par voie de conséquence, de la Fédération des techniciens. Nous pouvons dire que dans cette situation, celle-ci se trouve à un tournant décisif de son histoire.

Un symptôme nous paraît important à noter : c'est l'absence de représentation de nombreux petits syndicats et, en particulier, *de 70 syndicats agricoles de Seine-et-Oise.* Ajoutant à cela le fait du mécontentement grandissant des couches moyennes de la population laborieuse (employés, techniciens.) nous voyons combien est criminelle la politique dite du « Front Populaire » pour rallier les classes moyennes à la classe ouvrière par l'abandon de la pratique de la lutte des classes. Nous commençons à distinguer les résultats contraires à ceux promis par les chefs de ce « Front Populaire ». De ce problème il n'en a pas été question non plus dans ce Congrès.

En conclusion, le Congrès des 7, 8 et 9 avril a confirmé la direction stalinienne, sur la base d'un accord de fond réformiste-staliniste, concrètement réalisé par Raynaud-Dupire.

Mais ce Congrès ne lie aucunement la classe ouvrière parisienne à ses décisions, sinon qu'en lui imposant bureaucratiquement des chefs syndicaux que sa mombativité devra rejeter, dans le développement de la lutte des classes, par dessus bord.

D'ailleurs, posez la question à un ouvrier métallurgiste sur ce qu'il pense du Congrès annuel de son U.D., il vous répondra à coup sûr qu'il ignore ce Congrès. La délégation des métaux a été désignée par la C.E. du syndicat. Aucune assemblée d'usine n'a eu lieu pour préparer le Congrès qui vient de se tenir. !

La leçon : une opposition syndicale ne peut être conséquente que si son anti-stalinisme, au même titre, mais à des formes parfois différentes, que son anti-réformisme, n'est que l'expression d'une lutte inlassable pour la réalisation d'un programme d'action traduisant les intérêts immédiats et fondamentaux du prolétariat.

LES DÉBATS

RAYNAUD, secrétaire général sortant, membre du Comité Central du Parti qui ose encore s'intituler communiste, ouvre la première séance du Congrès.

Son intervention peut se résumer dans cette phrase :

« *Il faut reprendre la position de Litvinoff : réalisons le bloc des démocraties contre le fascisme.* »

HENAFF, autre membre du P.C., déclare, jeudi après-midi, que « le Congrès sera la démonstration d'un *certain* libéralisme même pour entendre ce qui ne nous fait pas plaisir. »

Il se prétend être un syndicaliste révolutionnaire, mais il précise « qu'il faut collaborer à la défense passive dans Paris ». Hénaff constate que « *commencent à s'exprimer dans notre mouvement certaines inquiétudes et une impatience* ». Puis il signale qu'il y a un Parti « *qui fait de la surenchère dans les entreprises et fait le contraire au gouvernement.* »

Il donne son opinion personnelle : « *La C.G.T. doit-elle participer, dans cette période pré-révolutionnaire, au gouvernement ? Je dis : oui.* »

Et il ajoute :

« *Il vaut mieux que la C. G. T. participe à un gouvernement pour lutter contre la guerre avant la guerre, plutôt que, comme en 1914, participer à l'organisation de la guerre.* »

Ce qui veut dire qu'aujourd'hui, à la différence d'avant 1914, il est nécessaire, pour entraîner la classe ouvrière dans l'union sacrée avec la bourgeoisie, de participer avant la guerre au gouvernement.

En somme, Hénaff a développé la position staliniste ouvertement et sans détour : union sacrée, union sacrée...

GIROUX (agents des P.T.T.), déclare que son syndicat s'est prononcé contre le rapport moral : « Je me suis cru au Palais-Bourbon en entendant Reynaud et à l'Hôtel de Ville en entendant le début du rapport d'Hénaff » indique Giroux.

Il dit : « Quand on est pour l'arbitrage, les ententes industrielles, l'union sacrée, on est pour la collaboration des classes ». Ce qui a le don de provoquer la fureur staliniste.

Mais Giroux continue : « Nous ne tendons pas la main aux gens qui ne sont pas de la classe ouvrière, nous sommes pour la phrase de Marx : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Il ne faut pas confondre les revendications de la classe ouvrière avec les besoins d'argent du gouvernement » ajoute-t-il, et il se prononce contre la paix sociale, l'union sacrée. Après un rappel de 1914, Giroux développe la « théorie » de l'abondance de Duboin dans la confusion la plus grande.

Jeudi soir, représentation à l'Opéra offerte aux délégués. Quelques milliers de francs qui auraient été plus utiles à donner aux grévistes de la métallurgie !

CHARBIT, DU LIVRE, INTERVIENT...

La séance du vendredi matin 8 avril est surtout marquée par l'intervention de CHARBIT, hâchée d'interruptions violentes, provocantes.

« *On semble disposé à défendre la Paix et la démocratie en faisant la guerre comme en 1914* » affirme Charbit. Il montre ensuite la stupidité du traité de Versailles et ses conséquences actuelles (Anschluss, Tchécoslovaquie.)

Charbit pose cette question :

« *L'Union nationale c'est l'union des fascistes et des démocrates, alors pourquoi la lutte des démocraties contre le fascisme ?* » A ce sujet il rappelle le discours de Cachin à Pleyel qui avait déclaré : « Il n'y a pas d'union des prolétaires avec la bourgeoisie, il y a l'union de tous les prolétaires contre les bourgeoisies. » Les interruptions fusent et on lui crie : A Berlin !

Cependant, Charbit continue. Il donne lecture de la déclaration pacifico-réformiste, confuse et dangereuse en certains points, du Centre Syndical de lutte contre la guerre.

L'orateur reproche à Hénaff sa démagogie quand il y avait un mouvesyndical très faible de parler de prise de pouvoir alors que maintenant Hénaff traite de démagogues ceux qui veulent faire occuper les usines et faire la grève générale.

Charbit poursuit, en citant *Regards*, sa polémique et indique que l'U.R.S.S. a livré du pétrole à l'Italie fasciste, par conséquent à Franco.

Naturellement, le chahut est grand. Mais Charbit, soutenu par une faible minorité du Congrès, a tenu.

REFORMISME ET STALINISME EGALENT : UNION SACREE

DUPIRE, employé du gaz, membre du secrétariat de l'U.D., élève de Belin, dit-on, fait, par une intervention habile, la démonstration de l'accord fondamental qui existe entre réformisme et stalinisme pour la pratique d'une politique d'union sacrée.

Il se différencie en disant « *qu'il ne nous appartient pas de dire ici que la C.G.T. ne devra pas participer.* » Naturellement, Dupire est acclamé par le Congrès.

Après lui, interviennent un délégué des techniciens de la Fédération du Bâtiment, un délégué des auteurs dramatiques, puis AMBLARD, secrétaire de l'U.D. qui essaie de justifier l'emploi des camions militaires pour transporter les quatidiens dits de « gauche » lors de la grève des transports fin décembre 1937.

JULIETTE HARZELEC (Instituteurs) consacre la première partie de son intervention à vanter les réalisations municipales (groupes scolaires modernes), des municipalités ouvrières. Elle est très applaudie. Les stalinistes sont satisfaits de voir prôner leur municipalisme.

Mais leur satisfaction première se transforme en gêne évidente, lorsque Juliette Harzelec commence à s'attaquer aux illusions créées par une soi-disant défense passive. Elle rappelle les paroles de Langevin d'il y a trois années. Pour Harzelec « cette politique de défense passive c'est faire œuvre de renégats vis-à-vis de la classe ouvrière ». Elle dénonce comme inacceptable la participation de la C.G.T. au gouvernement.

Ici se place l'audition d'une délégation des grands mutilés des brigades internationales d'Espagne. L'accueil est chaleureux. C'est le colonel Dumont qui exprime à la tribune les conditions de la lutte héroïque contre Franco.

Malheureusement il n'essaie même pas de tirer des enseignements pour notre lutte en France. Lever le blocus ouvrir la frontière ! D'accord. Mais comment l'obtenir sinon par la lutte de la classe ouvrière en France contre sa propre bourgeoisie, organisatrice du blocus ?

Raynaud dit quelques mots et BOTHEREAU prend la parole au nom de la C.G.T. Toute son intervention est l'exposé de la politique confédérale. Sans histoire particulière. A noter que, comme Raynaud, Bothereau est social-patriote. « Il faut unir les *nations* démocratiques contre les *nations* fascistes » déclare-t-il. Comme Léon Jouhaux en 1914, ils trahissent...

C'est a u tour du Pasteur JEZEQUIEL au nom du Rassemblement Universel pour la Paix. « Je suis syndiqué et je suis le représentant du peuple comme celui qui fut fils de charpentier », déclare le pasteur !

L'interruption : « Etait-il syndiqué au bâtiment celui-là ? » résonne dans le silence du Congrès et provoque le rire. Le Pasteur a été « assommé » par l'ironie prolétarienne.

GAZIER (employés), vote le rapport moral, bien que « pas tout à fait d'accord »; CARASSO (Produits chimiques) accuse des « *éléments fascistes* » (sic) de venir à cette tribune ! Récompense : il sera élu secrétaire de l'U.D., après avoir déjà démontré, dans le torpillage du conflit Goodrich, ses capacités de jeune bureaucrate appointé.

PLAIRE (Cheminots) fait l'exposé du syndicaliste réformiste, type courant et moyen de l'ex-C.G.T.

FRONTY (Agents des P.T.T.), est accueilli, avant qu'il parle, par une manifestation hostile. C'est qu'il a osé parler à Wagram au meeting du Comité pour l'enquête sur les Procès de Moscou. Il est pour le syndicalisme pur. Il attaque la politique du Front Populaire que nous avons vu à l'œuvre.

Après interventions du Livre, de l'Habillement, la parole est à SPORTISSE (Nord-Africain).

Ce dernier explique qu'avant la victoire du Front Populaire « la France était le négrier et le colonisateur, mais depuis l'avènement du Front Populaire le peuple indigène a revu le vrai visage de la France démocratique ».

Voyez Mandel, ministre des Colonies, et les massacres de Metlaoui, Tunis, et ailleurs !

Il ajoute cyniquement :

« *Les peuples de l'Afrique du Nord doivent déjà beaucoup au Front Populaire.* »

« Le F. P. a donné la liberté de réunion, de parole au peuple N.-A. », etc... Il termine par la proposition de l'organisation d'un Congrès national des travailleurs arabes, sur l'initiative de la C.G.T.

FROIDEVAL CHARGE...

Mais il ne fait que rabâcher les colonnes de « Syndicats » les plus droitières. C'est le type du réformiste rompu à toutes les roueries bureaucratiques et autres. Le Congrès est sens dessus-dessous, houleux. Seulement Froideval ne quitte pas la tribune avant d'avoir terminé une intervention animée de l'esprit le plus réactionnaire du mouvement ouvrier.

LE CONGRES SE TERMINE SAMEDI

Du samedi matin, retenons la partie de la déclaration d'un délégué des Transports que c'est « *Chautemps, avocat conseil des Gourmets qui a mis les camions militaires à la disposition des patrons.* »

RAYNAUD répond. Il déclare entre autres belles choses que « l'U. D. est prête à prendre ses responsabilités dans le problème de la défense passive de la région parisienne ». Raynaud déclare ingénuement : « J'ai entendu parler de colonisation, qu'est-ce que c'est que ça ? ».

Puis, il formule cette menace contre les militants révolutionnaires qui ont fait des interventions « derrière lesquelles se cachent des intentions dont il est nécessaire de débarrasser le plus tôt possible le mouvement syndical ».

Unir, unir, unir !!! clame Maurice Thorez. Avec la bourgeoisie contre les révolutionnaires (les « trotskystes »), ajoute Henri Raynaud.

Mais le prolétariat alerté permettra de moins en moins à tous les Henri Raynaud du mouvement ouvrier de poursuivre leur œuvre de division de la classe ouvrière, conséquence de leur pratique de la collaboration des classes.

Le vote sur le rapport moral donne:

Pour : 304 syndicats réunissant 2.928 voix.

Contre : 35 syndicats, réunissant 234 voix.

Abstentions : 11 syndicats, réunissant : 42 voix.

Les oppositions syndicales au stalinisme, qui sont si diverses et si opposées les unes aux autres, par leur politique respective, groupent dans le vote au Congrès, près de 10 pour cent des voix.

L'ELECTION A LA COMMISSION EXECUTIVE

La proclamation de l'élection de la C.E. ne sera faite qu'à 20 heures.

De 17 heures 30 à 20 heures, le Congrès s'amuse. Programme des distractions : 18 heures, les chorales interprêtent « le Chant de l'Amitié », la « Marseillaise », « l'Hymne de Riégo» chanté français. Accueil froid du Congrès.

Atmosphère indécise. Malaise. Puis « l'Internationale ». Ça y est, ça va mieux.

Pendant plus d'une heure les délégués du bâtiment se battent avec des boulettes de papier. On lit sur l'écran lumineux des demandes de ce genre : « On demande un volontaire pour payer une tournée générale ». Cela rappelle à quelques camarades délégués que pendant l'intervention de Juliette Harzelec (Instituteurs), on pouvait lire sur l'écran lumineux :

« Midi ! Mais où aller ? Au bar déguster son Pernod fils ? »

Ces petits faits figurent ce qu'est le stalinisme « la syphilis du mouvement ouvrier ! »

Et voilà le Congrès !

PAS UNE DISCUSSION SU R LES OBJECTIFS DE LA GREVE DES METALLOS.

DES MENACES CONTRE LA MINORITE REACTIONNAIRE. CELA JUGE SES DIRIGEANTS.

Débrayage à "La Lorraine"

Les Ouvriers comprendront la justesse des mots d'ordre du P. O. I.

Dès le premier jour de la grève Citroën, et après le débrayage de Gnome et Rhône, une vive effervescence régnait dans l'usine. Les ouvriers voulaient l'offensive dans la métallurgie et dans toutes les coroprations, contre la vie chère et pour la convention collective nationale. Chaque nouvelle grève provoquait une nouvelle effervescence.

Mercredi, à l'Assemblée générale, les responsables syndicaux ont expliqué qu'il ne fallait pas tomber dans la provocation patronale. Ces discours firent l'effet d'une douche froide. Néanmoins, le débrayage d'Hispano et l'attitude du Sénat provoqua une réaction énergique : les ouvriers voulaient débrayer immédiatement. Mais le mot d'ordre ne le veut pas.

Les ouvriers partirent en pensant que lundi, le débrayage serait un fait. L'équipe de 6 heures n'ayant pas d'ordre, ne débraya pas, mais le travail fut à peu près nul. Le bruit courut que le débrayage aurait lieu à deux heures.

A deux heures, Assemblée générale ouvriers et techniciens réunis. Le directeur, M. Bonnier, explique que la question de la convention collectve nationale et du rajustement de salaires est soumise au Ministère de l'Air. La Commission Exécutive propose de faire grève jusqu'à la solution du conflit. Ce changement brusque de position de la direction qui, la veille, encore dénonçait la « provocation patronale » a permis aux éléments les plus conservateurs des ouvriers et en particulier aux techniciens et éléments de maîtrise, de demander un vote secret et de rassembler un quart des voix au vote. La grève fut votée cependant à une très grosse majorité.

Il n'en reste pas moins que l'attitude de la Fédération des Métaux a dès l'abord, désorganisé le Front de lutte des ouvriers. C'est seulement dans la mesure où le conflit s'élargira, que l'on soudera à nouveau les rangs des ouvriers et techniciens.

La préparation du Congrès de l'Union des Syndicats chez les Postiers

La discussion des rapports de Raynaud-Hénaff pour le Congrès de l'U.D. marqua la volonté des postiers parisiens de réagir à la fois contre la politique de défaite et de capitulation de leur U.D. et la stalinisation des syndicats.

Les militants staliniens peu nombreux d'ailleurs, défendirent les rapports, mais avec quels arguments ! Ils ne trouvèrent que la « corde sensible » au sujet de la situation espagnole et n'apportèrent aucune explication politique, sinon que les mots d'ordre que le P.C. développait pour la lutte contre la guerre il y a encore quelques années, n'avaient plus de valeur.

La situation a évoluée d'une façon telle que tout est changé, disent-ils. Serait-ce que le capitalisme n'existerait plus en France ? Que ce régime ne serait pas fauteur de guerre au même titre que le capitalisme en Allemagne, Italie, Angleterre, etc... ?

A bout d'arguments, ils reprochèrent au secrétaire de l'Union des Sections parisiennes d'avoir parlé publiquement contre les Procès de Moscou au meeting de Wagram ! La vie des militants syndicalistes en U.R.S.S. et en Espagne (Tomski, Nin et autres), n'intéresserait pas les ouvriers français. Seuls, Hénaff ou autres responsables staliniens ont toute liberté pour en parler en insultant les militants révolutionnaires.

Les camarades qui n'acceptent pas l'Union Nationale eurent vite fait de réagir. Ils montrèrent l'attitude des chefs staliniens de l'U.D. telle que nous l'expliquions dans le dernier numéro de *La Lutte Ouvrière.*

Les rapports d'activité et sur les tâches mis aux voix *furent repoussés à une forte majorité.* Il en fut de même de ceux visant la création d'une commission des conflits pour intervenir dans les Syndicats, la représentation des syndicats au Comité général, et l'augmentation des cotisations alors que l'U.D. a employé 1 million 300.000 francs pour acheter des propriétés.

Il est cependant à remarquer que si la plupart des délégués, professant les idées du pacifisme intégral, de Nouvel Age, de la Révolution Prolétarienne, critiquèrent d'une façon juste les rapports de l'U.D. Ils n'indiquèrent aucune politique révolutionnaire, aucune perspective aux travailleurs pour les mener à la victoire.

ARNAUD.

Les agents des P.T.T. de Lille contre la "Défense Nationale"

La Section de Lille du *Syndicat National des Agents des P.T.T.* réunie à Lille, Bourse du Travail, le 27 mars 938, considère de son devoir d'affirmer sa position en présence des *dangers de guerre* et des conséquences qui en découlent pour le mouvement ouvrier.

Déclare *se refuser à toute union sacrée* sous quelque forme que ce soit, et condamne l'attitude prise par le Bureau Confédéral engageant la classe ouvrière sans la consulter, dans la voie des sacrifices sous le fallacieux prétexte de la défense nationale.

Considère en effet que *la défense nationale est incompatible avec les intérêts des travailleurs* dans le régime capitaliste, les ouvriers ne pouvant défendre ce régime qui n'engendre que crises économiques, misère et mort.

Constate que, dès le temps de paix, les sacrifices demandés au nom de l'intérêt supérieur du pays, ne visent qu'à atteindre les avantages conquis par la classe ouvrière organisée. Condamne la course aux armements précipitant les peuples à s'entr'égorger, pour le seul profit de leurs maîtres.

Dans ces conditions, demande à la C.G.T. :

De refuser son autorité morale à la préparation de l'union nationale : prélude de la prochaine guerre.

De rester fidèle à la pratique de l'internationalisme ouvrier : seule position de classe contre l'union sacrée.

D'engager une campagne démontrant que *la classe ouvrière aurait tout à perdre dans une guerre qui ne serait que la répétition de l'ignoble duperie de* 1914-1918.

L'Union Sacrée en échec chez les Instituteurs de la Seine

Le Conseil syndical de la Section de la Seine du Syndicat national des Instituteurs a voté, à l'unanimité moins les voix des Staliniens et de Garmy, du groupe « *Que Faire* » et celles des droitiers sur certains paragraphes, une motion sur la guerre qui, tout en étant loin de nous satisfaire (elle attend du Front Populaire une lutte efficace contre la guerre) marque cependant un progrès en ce qu'elle *regrette l'attitude de la C.G.T., acceptant l'augmentation des heures de travail en vue de la défense nationale.*

Malheureusement, le bureau de la Section, ayant toujours peur d'aller trop loin, n'a pas voulu voter contre les rapports de l'Union Départementale des Syndicats pour le congrès, rapports reflétant fidèlement le point de vue stalinien.

Au Comité général du 31 mars, où devait avoir lieu la discussion sur ces rapports, le bureau proposa donc le vote « pour, avec réserves ». Dans la discussion intervinrent entre autres : Hagnauer qui, loin d'être d'accord avec nos positions, n'en dénonça pas moins l'attitude colonisatrice des staliniens dans les syndicats et déclara que les Trotskystes avaient toujours leur place dans l'organisation syndicale, en dépit des injures dont on les abreuvait. Krihiff qui demanda à la section de préciser et de concrétiser sa position sur la guerre. Gallienne qui se prononça contre les rapports de l'U.D. dont il critiqua la position sur de nombreux points : manque de tâches sérieuses, acceptation du « Statut moderne du Travail », position stalinienne sur la guerre et l'Espagne et sur l'adhésion des Syndicats russes à la F. S. I. ; son intervention fut coupée de violentes interruptions staliniennes et d'applaudissements de la minorité de gauche.

Vialatte intervint également sur la guerre. Le vote donna les résultat suivants : *Contre les rapports,* plus de 80 mandat; *pour,* 20 et quelques, *pour avec réserves,* un peu plus de 40. La majorité absolue se prononçait donc contre le Stalinisme. Mais le bureau refusa toute représentation de la majorité au congrès, déclarant que l'on pouvait faire confiance aux quatre camarades désignés par lui !

La gauche protesta vivement contre cette façon de faire, mais le bureau fit approuver sa proposition à mains levées. Ainsi la majorité n'aura pas de représentation au Congrès ! Cette réunion syndicale aura certainement contribué au renforcement des positions révolutionnaires dans la section syndicale.

Pourquoi la Fédération des Cheminots n'organise-t-elle pas le boycottage des envois chez Franco ?

Le bureau exécutif de la *Fédération des Cheminots* a publié le 6 avril quelques renseignements sur la recrudescence du trafic dans les chemins de fer français, de matériel italien, allemand, américain et français susceptible d'un usage militaire, vers l'Espagne franquiste. Ces chiffres sont fort éloquents et la dénonciation de ces faits devant les ouvriers français est un devoir élémentaire.

Mais plusieurs cheminots, à la lecture du communiqué syndical se demandent à quoi rime la dernière phrase du texte et si vraiment c'est tout ce que nos bonzes stalino-réformistes ont à nous dire à propos de l'Espagne. En effet, s'ils demandent la fermeture de la frontière franquiste, c'est par « *mesure de sécurité nationale* » !

Alors, les Cheminots qui ont laissé passer tout ce matériel devront laisser faire jusqu'à ce que le gouvernement « d'Union sacrée autour du F.P. » ferme la frontière à la saint Glin Glin !

On touche ici du doigt l'hypocrite phraséologie stalinienne « d'aide à l'Espagne » qui consiste à agiter des mots d'ordre que les Duclos et leur sous-Sémards savent pertinemment qu'ils sont inefficaces !...

Le gouvernement Blum-F.P. ou Daladier-Mandel évacuateur d'usines ou Blum - Union - Sacrée - de - Thorez - à - Doriot ne fermeront pas la frontière parce que le capitalisme est derrière Franco et que les incapables et les traîtres qui dirigent les partis dits ouvriers se sont liés irrémédiablement à ce même capitalisme.

Et puis, il ne s'agit pas d'aider Négrin-Stalin, même flanqué d'un soi-disant « anarchiste » ministre d'un Etat qu'il se propose paraît-il, de « détruire ». Il s'agit, pour nous, ouvriers, d'aider la classe ouvrière espagnole à combattre le fascisme massacreur et les assassins Négrin-Companys, valets du Guépéou et ennemis de nos frères espagnols.

Pour cela, *il faut que les Cheminots se chargent eux-mêmes de la besogne:* qu'ils mettent Blum, Moch et leur Sémard de malheur au pied du mur : ou laisser les cheminots révolutionnaires saboter et finalement arrêter tout trafic avec Franco; qu'ils détachent les wagons infâmes et déclarent publiquement qu'ils détruiront tout matériel destiné à servir à l'anéantissement du prolétariat frère; ou bien se démasquer devant tout le prolétariat français en osant réprimer la *solidirité active et directe* des prolétaires français pour leurs frères espagnols en lutte.

UN CHEMINOT.

Ordre du jour des Compteurs O. S.

« Le personnel des Compteurs O.S., réunit en Assemblée générale, le vendredi 8 avril 1938, après examen de la situation provoquée dans la Métallurgie par les conflits en cours, appelle le Conseil Central des Métaux à se prononcer pour l'élargissement des luttes en cours.

« Considérant que depuis juin 36 le patronat s'est ressaisi, il importe de ne pas laisser se lancer les unes après les autres dans la lutte *mais au contraire de préconiser en tant que syndicat le mot d'ordre de grève générale de la métallurgie* pour notre nouvelle Convention collective et maintenir ainsi la confiance des ouvriers métallurgistes dans leur organisation syndicale ».

Marseille

UN ORDRE DU JOUR des Manipulants des P. T. T.

Des camarades manipulants du Central télégraphique de Marseille nous communique un ordre du jour adopté par une *Assemblée Générale de leur catégorie tenue le vendredi* 1er avril 1938. Ces camarades réprouvent l'ordre du jour du Conseil Syndical des Employés des P.T.T. (paru dans *Rouge-Midi* du 22 mars) approuvant le procès de Moscou.

Nous extrayons :

« Cet ordre du jour laisse supposer que tous les adhérents à l'organisation acceptent les conclusions du Conseil alors qu'en réalité une fraction importante des Agents Manipulants en se désolidarisant d'un point de vue aussi virulent, se déclare, au contraire, en plein accord avec la position adoptée par la F.S.I. »

Mais l'ordre du jour des camarades manipulants croit devoir ajouter que le Conseil syndical « ne doit pratiquer aucune politique quelle qu'elle soit. Cette ligne de conduite étant la seule susceptible d'éviter la désagrégation de l'organisation en renforçant l'esprit de camaraderie si fortement ébranlé par des procédés tendant à semer la discorde. »

Nous comprenons fort bien ces camarades dans leur souci de conserver leur syndicat le plus fort possible.

Mais, en réalité, ce n'est pas parce qu'il ne fera pas de politique « quelle qu'elle soit » que le C.S. dirigera bien le syndicat. Seule la pratique d'une *politique révolutionnaire est la sauvegarde de la force*, de la puissance de l'organisation syndicale et soude étroitement entre eux, dans la fraternité de la lutte, les militants entre eux.

CE QU'IL FAUT LIRE :

(Commandes aux Publications Populaires Compte chèq. postal Naville 1333-80 Paris)

POUR FAIRE CONNAITRE L'AFFAIRE REISS. — Nos lecteurs connaissent la vérité sur l'assassinat d'Ignace Reiss par les agents de Staline. Cet assassinat, sur le modèle du terrorisme fasciste, est le prélude d'attaques physiques contre nos militants, comme cela a déjà eu lieu en Espagne.

Vous devez connaître *la vérité sur ces faits*. En particulier dans la C.G.T., il faut expliquer à chaque ouvrier l'*assassinat de Reiss*. Deux publications viennent de paraître à ce sujet, qui doivent circuler partout.

1° *L'assassinat d'Ignace Reiss*, par Rosmer, Wullens et Serge. C'est un petit volume (4 fr. pour nos lecteurs) qui réunit tous les faits, les documents et les explications.

2° *Bulletin d'Information sur l'affaire Reiss*, édité par le Comité d'Enquête sur les Procès de Moscou. (A nos Bureaux, 1 franc.)

Dans ces brochures, nos militants et nos amis trouveront tout ce qu'il faut pour développer la propagande de la IVe Internationale.

Nous invitons en même temps tous nos amis à faire une très large diffusion du *Rapport sur Ta-Thu-Thau*, édité par le S.I.S.L. C'est un des moyens de riposter à la nouvelle offensive que le sinistre Mandel va déclancher contre nos camarades indochinois, la phalange la plus courageuse et la plus haïe par le capitalisme de notre mouvement mondiale !

La brochure vaut 0 fr. 35. Pour 25 francs, nous en livrons *un cent*.

⁂

Enfin, tous nos militants comprendront la nécessité d'une large diffusion de la brochure de *Trotsky*, éditée par les *Publications Populaires* : « La leçon de l'Espagne, dernier avertissement ! » (prix : 1 fr.). On y a joint l'étude « Beaucoup de bruit autour de Kronstadt ». Nos camarades espagnols sont trahis. Méditons la leçon. Des jours aussi graves approchent en France.

COMITE POUR L'ENQUETE sur LE PROCES DE MOSCOU

Le Bulletin d'Information et de Presse consacré à l'affaire Reiss est paru

Le numéro : 1 fr.

Exigez la libération des Militants Révolutionnaires en Espagne !

Liberté pour Erwin Wolf !

A la suite des protestations en faveur de notre ami Erwin Wolf est parvenue une lettre datée du 18 février 1938, et considérablement retardée dans sa transmission du Conseiller à la Justice de la Généralité de Catalogne.

Dans cette lettre, le Conseiller à la Justice déclare qu'il a reçu du Ministre de l'Intérieur l'assurance que notre camarade Wolf avait été certainement libéré après les démarches faites par l'ambassade de Tchécoslovaquie et que le gouvernement de la République avait reçu un télégramme de remerciement de l'ambassadeur. Il a ajouté qu'il se pourrait que Wolf soit de nouveau en prison sous un autre nom « car il arrive très souvent que des étrangers qui sont libérés mais qui craignent d'être expulsés et ne veulent pas quitter le pays, se présentent sous un faux nom quand il leur arrive d'être arrêtés par la police ».

Il va de soi que l'explication pour une nouvelle arrestation sous un faux nom volontairement pris ne peut être retenu.

Ainsi les assassins de la Guépéou trouvent des couvertures et des complices officiels.

Tous les travailleurs, au moment où la criminelle répression antirévolutionnaire de Négrin-Staline, engendre la défaite et met Barcelone à la merci de Franco, exigent avec nous d'autant plus impérieusement la libération immédiate, de nos camarades Wolf, Freund, et de tous les révolutionnaires emprisonnés par le bourreau stalinien et ses complices!

Les massacreurs à l'œuvre en Afrique du Nord !

Ouvriers français, rappelez-vous qu'un peuple qui en opprime d'autres ne peut être libre !

(*Suite de la page 1*)

Les masses ripostent par la grève générale à Tunis et dans plusieurs grandes villes. Aussitôt un service d'ordre formidable soumet la ville à un véritable état de siège. A 13 heures, une manifestation pacifique se dirige vers la résidence en réclamant un Parlement. Les journaux bourgeois signalent que la manifestation a eu lieu « dans le plus grand calme » et qu'on ne « signale aucun incident ».

En réponse, le gouvernement fait arrêter un dirigeant du néo-destour, Ali Delahouane. 2.000 manifestants se rendent au Palais de Justice pour réclamer sa libération. La police lâche ses provocateurs à travers la ville. La police charge les manifestants avec férocité.

La ville présente un aspect de bataille. Des auto-mitrailleuses sillonnent la ville. Résultat : 11 morts et 40 blessés. Les rues sont barrées par des piquets de soldats. Tous les passants sont fouillés. L'état de siège et proclamé dans Tunis. Les rassemblements interdits. *L action tunisienne* organe du Néo-Destour est suspendue. Soixante manifestants sont arrêtés. Treize militants sont arrêtés par ordre du commandant militaire. Tous les accusés seront traduits devant des tribunaux militaires siégeant en permanence. Tout le pays est soumis au pouvoir militaire. Parallèlement, pour calmer la fureur des masses, le résident promet une fois de plus, d'examiner « les vœux légitimes de la population tunisienne ».

Aux dernières nouvelles, l'état de siège a été décrété dans la région de Sousse.

Devant ce soulèvement de tout un peuple, devant l'oppression coloniale, que penser des saletés que déversent quotidiennement les journaux communistes : *Huma* et *Ce Soir*. Présence d'agents de l'Ovra (police d'Etat) du fascisme italien. Félicitations au résident « qui a su », par son action énergique arrêter l'émeute. Vœux qu' « une enquête sérieuse » établisse comment le soulèvement a été fomenté.

Les travailleurs communistes n'ont pas les mêmes raisons que leurs chefs de trahir les travailleurs nord-africains. Ils sauront lier leurs luttes à celles de leurs frères coloniaux pour renverser le régime pourri qui les exploite les uns et les autres : l'impérialisme français.

—○—

Le Popu publie un ordre du jour de la Fédération S.F.I.O. de Tunisie, qui dépasse en canaillerie tout ce qu'on peut imaginer. C'est la solidarité **totale, active** avec la répression la plus sauvage. C'est l'insulte abjecte aux victimes indigènes et l'hypocrite « hommage » devant le cadavre du service d'ordre.

Camarades de la G. R., voilà ce qu'est le Parti socialiste. Oui ou non, êtes-vous avec l'impérialisme soutenu par votre parti ou avec les peuples coloniaux ?

AIDEZ LE Secours International

Le Secours International vient d'éditer en brochure le rapport de Daniel Guérin : AU SECOURS DE TA-THU-THAU ! que les sections doivent diffuser largement.

Le Secrétariat de la région parisienne poursuit l'organisation des sections de Seine et de Seine-et-Oise. Une grande fête est en préparation pour le mois de mai avec un brillant programme. Les sections tiendront désormais leur réunion mensuelle avec des conférenciers du centre. Le bulletin de la Région Parisienne est envoyé aux sections.

La section de Lille démarre avec élan. La C. A. du syndicat des Techniciens lui a donné son adhésion.

Le Secours International s'est installé, 11, rue Jean de Beauvais, où il tiendra désormais ses permanences.

Sarraut à l'Intérieur, Mandel aux Colonies, cela veut dire une répression accentuée. 9 morts à Tunis, des années de bagne en France, des expulsions de réfugiés, voilà l'entrée de jeu de la bande staviscrate de Daladier ! Et les révolutionnaires Catalans à soutenir !.

Le Secours International va lancer une campagne pour alerter le prolétariat. Tous à ses côtés. Envoyez votre adhésion! Envoyez vos souscriptions ! Il nous faut de l'argent pour la lutte !

Libérez MESSALI !

Liberté pour le peuple algérien de disposer de lui-même !

Nous extrayons d'un communiqué du Secours Algérien *:*

« *Le Secours Algérien*, fondé pour venir en aide aux victimes de la répression impérialiste en Algérie, s'indigne des arrestations que l'Administration Algérienne vient encore une fois d'effectuer parmi les militants algériens, membres du *Parti du Peuple Algérien*.

Lassaker Mohamed, Deceouk Mustapha et Mezrana Ahmed, ont été arrêtés jeudi 31 mars. Deceouk Mustapha et Mezrana Ahmed peuvent témoigner d'une activité syndicale et antifasciste qui n'a pas faibli depuis une dizaine d'années. Membres de leur Conseil Syndical, ils étaient délégués au Congrès de l'Union Départementale des Syndicats Confédérés d'Alger qui s'est tenu les 2 et 3 avril et auquel ils n'ont pu assister à la suite de leur arrestation. Ils font, avec les autres inculpés du Parti du Peuple Algérien, la grève de la faim depuis plusieurs jours pour obtenir le *Régime Politique*.

CLUB D'ETUDE ET D'ACTION ANARCHISTES

Grand débat public et contradictoire, organisé par le Club, qui se tiendra, salle Georges, 40, rue de Belleville, à 20 h. 30, le 22 avril 1938.

Sujet du débat : MARXISME ET ANARCHISME.

Le Gérant : AIACHE

Imp. La Renaissance, Paris. Tél. Nord 72-38.

Discussion avec la Gauche Révolutionnaire

Jusqu'au Conseil National du 9 avril, les dirigeants de la Gauche Révolutionnaire se contentaient de quelques formules sur la Révolution sans passer à l'action pratique pour créer le courant des masses indispensable.

Il n'est nullement exagéré de dire qu'au surlendemain de la manifestation du Sénat le leader de la Gauche Révolutionnaire Marceau Pivert, a tourné le dos à l'action directe des masses, et à la Révolution Prolétarienne.

Déjà le compte rendu du Conseil National donné dans le *Populaire* de samedi dernier nous prévenait que Marceau Pivert donnait le conseil suivant à son Parti : « *Il faut savoir courir le risque révolutionnaire* » ! C'est dans sa motion, qui a recueilli 1.656 mandats, que Pivert nous indique comment il limite ce risque : « *Il* (le Conseil National du Parti S. F. I. O.) *s'opposera résolument à tout gouvernement qui ne se donnerait pas pour tâches essentielles immédiates, par l'appel direct aux masses travailleuses* » : arrêtons là cette citation. Il s'avère que « l'appel direct aux masses travailleuses », Pivert le remet entre les mains du Gouvernement, comme un moyen d'assurer les « tâches essentielles et immédiates » de ce Gouvernement.

Et lorsqu'on saura que parmi ces tâches, Pivert a inscrit par avance la destruction des oligarchies capitalistes, chaque militant conviendra que ce Gouvernement n'est pas encore prêt de tomber du ciel pour réaliser les désirs des exploités et détruire le capitalisme.

Il faut que Pivert dise aux ouvriers si oui ou non ils doivent eux-mêmes détruire le gouvernement bourgeois pour instaurer la Dictature du Prolétariat, sous la forme du Gouvernement des Comités Ouvriers, Paysans et Soldats, qui expropriera les grands Capitalistes.

Il devra dire ouvertement si la Révolution Prolétarienne doit être le but du Parti Ouvrier, oui ou non ! Les ouvriers en ont assez des leaders qui font carrière en sachant « courir le risque révolutionnaire » !, mais qui savent aussi parfaitement l'éviter pour le plus grand profit de la bourgeoisie.

Les militants de la Gauche Révolutionnaire que Marceau Pivert s'efforce d'enchaîner au Parti S.F.I.O., Parti de l'Union Sacrée avec le Parti stalinien, et avec la bourgeoisie, se sont cependant dressés contre l'Union Sacrée. Ce faisant, ils ont répudié, d'un coup, tout le programme du réformisme, base du social-patriotisme et de l'Union Sacrée. Pivert joue avec la Révolution, c'est-à-dire qu'il reste fidèle au réformisme. Ceci explique, que malgré ses phrases contre l'Union Sacrée, il se cramponne dans les faits au Parti de l'Union Sacrée.

De nombreux camarades de la Gauche Révolutionnaire ne peuvent se satisfaire de cette contradiction, de mensonges. *Devant eux se pose la question du nouveau Parti Révolutionnaire en France*, c'est-à-dire la question du programme.

Marceau Pivert devra leur répondre si oui ou non les militants révolutionnaires doivent lutter, en Espagne, contre la démocratie bourgeoise, pour dresser contre Franco la seule barrière infranchissable : la Révolution Socialiste.

Il devra leur dire si le combat des ouvriers doit soutenir le combat des peuples opprimés aux colonies, le combat du Néo-Destour tunisien, contre lequel se déchaîne l'infâme campagne de calomnie et de trahison du *Populaire*.

Il devra prendre position pour ou contre la grève générale, par l'élargissement des conflits en cours, pour ou contre les Comités des délégués ouvriers et soldats et les Congrès de ces Comités, pour ou contre les milices ouvrières et l'armement du prolétariat. Il faudra aussi prendre position pour ou contre la fusion avec le Parti Ouvrier Internationaliste pour créer en France le Parti révolutionnaire de la IVe Internationale capable de mettre en œuvre, dans la réalité, le programme révolutionnaire contre tous ses adversaires, réformistes et staliniens compris.

Notre Parti Ouvrier Internationaliste, en attendant la libre détermination des militants de la Gauche Révolutionnaire, sur le point essentiel du Parti, veut réaliser avec eux, dans le travail quotidien, dans les meetings, dans le travail auprès des usines : le Front Unique de l'action révolutionnaire contre la guerre e t l'Union Sacrée.

A propos de l'enquête sur la guerre

Réponse aux questions d'un ouvrier (fin)

3) « Dans le premier cas, dit-tu, il faut que les ouvriers français défendent la révolution les armes à la main. » Tu supposes ainsi qu'ils ont préalablement fait la révolution, c'est-à-dire, qu'il n'ont plus à voter le budget de leur impérialisme.

Mais c'est précisiément cette question qui n'est pas du tout claire dans ton esprit. Reprenons l'essentiel. Il faut, dis-tu, défendre la révolution les armes à la main ! D'accord, comme les bolcheviks en 1917, 18, 19 et comme les ouvriers du monde qui les ont aidé (les mutins de la Mer Noire...).

Mais pour cela, « il faut posséder » des armes. Il en faut d'abord pour « faire » la révolution avant de la « défendre » . C'est là qu'est la question. De « ces armes », il faut s'emparer.

Pour s'en emparer, il faut convaincre les prolétaires qui les ont dans leurs mains de la nécessité de s'en emparer eux-mêmes pour leur propre compte de classe exploitée. Pour les convaincre, il faut une politique révolutionnaire, une propagande adéquate dans l'armée qui les dresse contre l'exploiteur, son appareil étatique et militaire. Mais si on commence par voter le budget de guerre comme tu le propose et comme le font les chefs social-patriotes, on entre dans la voie de la confiance à l'impérialisme, à sa guerre, à ses dirigeants et on est en opposition complète avec la politique qui permettra aux prolétaires de s'emparer effectivement des armes. Ce ne sont point leurs mains qui s'en empareront. En temps de guerre, tous les prolétaires ont des armes à la mains.

Mais c'est leur conscience de classe, forgée par la propagande du parti révolutionnaire, qui les pousse à s'en « emparer » vraiment..

Peut-être, veux-tu dire, quand tu crains que les ouvriers soient désarmés, qu'il faut éviter que les prolétaires en uniforme ne sabotent systématiquement les armes qui sont entre leurs mains, qu'il faut au contraire qu'ils en approuvent l'entretien le maniement. Ce souci — complètement étranger à l'anarchisme et au pacifisme — le bolchevisme de Lénine et de Trotsky l'a au premier chef. Les bolcheviks ne sont pas pour le sabotage en général. Ils ne l'admettent que dans certains cas, en particulier contre les armées fascistes ou blanches, pour venir en aide à des pays non impérialistes qu'il faut défendre. Les bolcheviks sont pour l'apprentissage du métier des armes, pour l'armement. Ils portent à l'armée. Ils partent à la guerre. Mais c'est pour la tranformer en guerre civile. Et pour se préparer d'autant mieux à cette politique de révolution, ils commencent en temps de paix comme en temps de guerre, par refuser le crédit, les crédits à l'exploiteur qu'il faut abattre et non soutenir de ses votes.

4) « Dans le deuxième cas », que tu prévois, avant que le devoir de la défense nationale se présente, il faut que le prolétariat renverse sa bourgeoisie et son Etat. Il faut qu'il prenne la tête de la nation en expropriant au profit de la masse, la classe ennemie qui à son tour, devient défaitiste.

Mais tant que la classe ennemie n'est pas renversée, il n'y a pas de défense national possible, sans une monstrueuse duyperie, sans qu'il s'agisse de la défense des appétits d'un impérialisme de celui qui nous opprime le plus directement contre l'autre.

L'argument tiré de la géographie et de l'histoire russes ne concerne pas la question qui nous touche. Plus exactement, si l'on voulait rappeler le calendrier russe, il faudrait souligner qu'avant de défendre l'U.R.S.S., les bolcheviks étaient des défaitistes intransigeants, qu'ils ont combattu contre la défense nationale, même sous la démocratie de Kerenski et ceci malgré les hésitations social-patriotes d'un Staline. Il n'y aura pas de défense nationale tant que nous n'aurons pas renversé notre bourgeoisie, disait Lénine, et il fustigeait comme une trahison, toute tentative d'accorder des crédits ou le moindre soutien politique aux démocrates-socialistes, au «front populaire» de l'époque.

5) Il faut, dis-tu, enfin, soutenir le budget de guerre impérialiste, pour ne pas affaiblir notre potentiel militaire de démocratie contre le fascisme étranger.

Mais ne vois-tu pas qu'au nom de l'alimentation du budget de guerre (votes unanimes, Caisse de Défense Nationale, dérogations aux 40 heures) et du soutien de la défense nationale contre le fascisme extérieur, on nous prépare le fascisme intérieur.

Qu'est ce régime d'union nationale de Thorez à Marin, ou de « Salut public », de grande pénitence, de renforcement de l'Etat, qu'est-ce, sinon la préparation directe au fascisme ?

La lutte contre le budget de guerre avait « une valeur », comme tu dis, avant et pendant la guerre de 14-18, et il s'agissait aussi à cette époque comme tu l'oublies, dans la bouche des sophistes d'union sacrée de la lutte entre les démocraties civilisées » et les monarchies barbares. Tous les pays n'ont jamais un régime politique identique : Tsarisme, « démocratie », monarchie, hier. Aujourd'hui : fascisme démocratie. On trouve et on trouvera les deux formes de régime dans les deux camps belligérants. Il faut voir non la forme politique qui évolue d'ailleurs au cours de la guerre (après, sinon peut-être avant la mobilisation, la démocratie française peut être remplacée par le fascisme), mais la structure impérialiste du pays.

D'ailleurs à propos de la défense des formes politiques progressives, on voit, d'après ta lettre, comment la phraséologie anarchiste et ultra gauche se combine à celle de l'union sacrée pour exercer ses ravages dans la classe ouvrière et dans l'avant-garde. « Sabotons les armées »! boycottons la guerre » disent les anarchistes! On sait comment cela se traduit le jour de la mobilisation : les chefs anarchistes entrent dans l'union sacrée; les militants fidèles en prison et sont dans l'impossibilité de collaborer à la transformation de la guerre impérialiste en révolution. Mais les anarchistes et les ultra gauches disent aussi : il ne faut pas défendre la démocratie! Il me semble que tout en soutenant la nécessité de voter le budget de guerre, tu nourris le même mépris que les anarchistes à l'endroit de la défense de la démocratie. En réalité, le prolétariat doit défendre la démocratie (mieux, les libertés démocratiques) contre le fascisme. Mais comment? Non en collaborant sur le terrain parlementaire du vote du budget de la bourgeoisie mais au contraire, en opposant aux méthodes bourgeoises les méthodes de classe du prolétariat : Comités, milices, armement des ouvriers, grèves. On peut dire qu'en Espagne la démocratie n'a été défendue que lorsque les ouvriers ont balayé l'Etat bourgeois pour lui substimocratie bourgeoise en préparant son tuer l'Etat ouvrier, la démocratie ouvrière, autrement dit, il s'agit de défendre la démocratie ouvrière en préparant son renversement. Les gens les plus incapables pour la défense de la démocratie (en tant qu'elle signifie les libertés arrachées au capitalisme) ce sont, en premier lieu les démocrates bourgeois ainsi que leurs champions de la IIe et de la IIIe Internationale. Raison de plus pour ne pas voter leur budget, c'est-à-dire de faire à l'égard de leur politique de misère et de faiblesse un acte de confiance solennel.

Salut cher camarade !

LA VIE DU PARTI

Le Bulletin Intérieur *n° 5 paraîtra cette semaine.*

Le Bulletin International *est paru. Le réclamer au centre.*

■

Nous disposons encore de l'affiche *contre la guerre pour réunions publiques.*

■

REUNION DANS LE 20e

La semaine dernière, le groupe du 20e a tenu une réunion de propagande rue de Belleville. Un contradicteur défendit mollement les procès de Moscou, sans du reste pouvoir répondre à nos arguments.

■

CERCLE MARX-LENINE
140, rue Marcadet (18e).

Mardi 19 avril, à 21 h. « Les Leçons de la Commune de Paris », par Rousset.

Entrée et discussion libres.

Vient de paraître

AU SECOURS DE TATHU-THAU !

(Rapport de Daniel Guérin à à l'Assemblée du Secours International)

La brochure : 0 fr. 35.

Pour les Sections du S.I.S.L. et les organisations, le 100:25 fr.

Adresser les commandes au Secours International en joignant les frais d'envoi, chèque postal : Limbour 163-512.

MEETING A CRETEIL

Meeting commun du P.O.I. et du Groupe anarchiste de Créteil contre l'Union Sacrée et la guerre. Très bon meeting. Cinquante ouvriers présents. Nos camarades Gérard et Rousset ont pu exposer dans le détail les positions du parti devant la situation intérieure et internationale. Un camarade anarchiste de la localité a pris la parole, dénonçant la politique de division ouvrière des staliniens.. Un camarade de la Gauche révolutionnaire s'est solidarisé avec les organisateurs du meeting contre la politique d'union sacrée.

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

La révolution trahie (1937)	18 »
L'Internationale communiste après Lénine (1928)	24 »
La Révolution Permanente	24 »
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov	3 »
Où va la France ?	7 50
Cours nouveau (1923)	3 »
La seule Voie (1932)	2 »
Problèmes de la Révolution allemande (1931)	2 50
Vie de Lénine (T. I)	24 »
La leçon de l'Espagne, dernier avertissement	1. »

⁂

Wullens-Rosmer-Serge : L'Affaire Reiss	4. »
Lénine. L'Etat et la Révolution	4 50
Lénine. K. Marx et sa doctrine	2 50
Marx et *Engels.* Manifeste communiste	2 »
Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l'I. C.	20 »
A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre	36 »
A. Gide. Retour de l'U.R.S.S.	6 »
A. Gide. Retouches à mon Retour de l'U.R.S.S.	9 »
C. Naville. A. Gide et le Communisme	5 »
Victor-Serge. Destin d'une révolution	18 »
L. Sedov. Livre rouge sur le procès de Moscou	3 »
F. Adler. Encore un procès en sorcellerie	0 25
Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses	0 50
Que veut le P.O.I. ?	1 »
(par 10 exemplaires)	8 »
F. des Techniciens. Memento du délégué	2 »

Compte chèque postal : Naville-1333-80 Paris, 15, passage Dubail,